



L'Institut Méditerranéen de l'Eau

ONG internationale, créée en 1982 à Rabat -Maroc

Structure d'échange de savoir-faire, de technologie, d'expertise
Opérateur actif dans la coopération décentralisée entre les collectivités, professionnels
(privés et publics),...

Promoteur de nouveaux concepts

Gestion intégrée des ressources en eau, gestion de la demande
Protection des ressources
Politique d'économie
Tarification
Aspects institutionnels . . .
Aspects législatifs . . .

Participation dans les évènements liés à l'eau

Rio (1992) – Dublin (1992) – Chypre (1995) – Paris (1998) – Marrakech (1997) –
Marseille (2000) – La Haye (2000)

Partenaires

Nations Unies, PNUD, PAM, METAP, Mediterranean Task Force Eau, Union
Européenne, Conseil de l'Europe, World Bank, BEI, GWP, RME, . . .

En 2002, l'Institut Méditerranéen de l'Eau fête ses 20 ans

SYMPOSIUM INTERNATIONAL

«La ville et l'Eau, demain en Méditerranée »

Comment protéger et gérer les risques liés à l'eau dans les grandes villes et mégapoles méditerranéennes

Ce thème d'avenir, challenge du 21^{ème} siècle, sera abordé sous trois volets :

L'eau potable
Les eaux usées
L'eau pluviale

1	PREAMBULE	4
2	EXPOSE INTRODUCTIF DU PRESIDENT MOHAMMED BENBLIDIA	6
3	ORGANISATION DES ATELIERS	13
3.1	THEME 1 : EAU POTABLE	13
3.2	THEME 2 : EAUX USEES	13
3.3	THEME 3 : EAU PLUVIALE	14
4	RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER N° 1 : PREVENTION ET GESTION DU RISQUE LIE A L'EAU POTABLE »	16
4.1	GESTION DE LA RESSOURCE ET DE LA DEMANDE	16
4.2	DEVELOPPEMENT DE LA « CULTURE » DE L'EAU	16
4.3	SECURISATION DE LA FOURNITURE D'EAU	17
4.4	GESTION DE LA CONNAISSANCE ET DES RESSOURCES HUMAINES	18
5	RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER N° 2 : « PREVENTION ET GESTION DU RISQUE LIE AUX EAUX USEES »	19
5.1	GESTION DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT	19
5.2	REUTILISATION DES EAUX USEES	19
5.3	VALORISATION DES BOUES DES STATIONS D'EPURATION	19
6	RECOMMANDATIONS DE L'ATELIER N° 3 : « PREVENTION ET GESTION DU RISQUE LIE AUX EAUX PLUVIALES »	21
6.1	MESURES PREVENTIVES	21
6.2	MESURES DE PREVISION ET D'ALERTE	21
6.3	GESTION DE LA CRISE	22
6.4	GESTION DE L'APRES CRISE	22
7	DECLARATION FINALE	24
8	DISCOURS DE CLOTURE DU PRESIDENT D'HONNEUR, LASSAAD BEN OSMAN	27
9	Liste de participants	31

Préambule

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a marqué le vingtième anniversaire de sa création par un événement majeur, à savoir la tenue d'un symposium international basé sur un thème à caractère « hydropolitique » orienté vers l'avenir et, offrant un champ de développement de la coopération et de la solidarité entre les pays de la région méditerranéenne.

Le thème proposé pour ce symposium est le suivant : « la ville et l'eau, demain en Méditerranée ». Comment prévenir et gérer les risques liés à l'eau dans les grandes villes et mégapoles méditerranéennes ?

Ce symposium s'est tenue à Marseille le 26 septembre 2002 et était placé sous le parrainage :

- s de la Commission Européenne,
- s du Plan d'action pour la Méditerranée,
- s de l'Union du Maghreb Arabe
- s du Conseil Mondial de l'Eau,

Organisé en trois ateliers, ce symposium a pu se déroulé avec l'appui des membres de l'IME et tout particulièrement :

- s Le Ministère des travaux publics espagnol
- s Le Conseil Régional Provence-Alpes-Cote d'Azur
- s Le Département des Bouches-du-Rhone
- s Le Département de l'Hérault
- s La Ville de Marseille
- s Suez Environnement
- s Groupe des Eaux de Marseille
- s Et la Fondation AGBAR de Barcelone.

Les ateliers ont porté sur les trois thèmes afférant à l'eau en milieu urbain :

- S *L'eau potable*
- S *Les eaux usées*
- S *L'eau pluviale*

A l'issue des travaux de chaque atelier, des recommandations ont pu être faites et synthétisées en séance plénière sous la forme d'une déclaration finale destinée à porter à la connaissance du troisième forum mondial de Kyoto les préoccupations des pays Méditerranéens.

L'IME a pu organiser une session sur cette même thématique à l'occasion du Forum de Kyoto (Mars 2003).

Exposé introductif du Président Mohammed Benblidia

Mesdames, Messieurs,

Je tiens à commencer cette Journée Anniversaire par un hommage,

Monsieur Habib Boulares, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe,
Monsieur Loïc Fauchon, Gouverneur du Conseil Mondial de l'Eau,
Monsieur Roger Bouvier, Conseiller Régional,
Monsieur Bernard Gronlier, Représentant le Président du Conseil Général des BDR,
Monsieur Jacques Rocca Serra, Adjoint au Maire

Hommage aux **membres fondateurs** de l'Institut Méditerranéen de l'Eau – hommage aux hommes qui, il y a vingt ans, en 1982, participant à un Congrès International des Distributeurs d'Eau, ont décidé de poursuivre et d'organiser leurs réflexions et leurs échanges sur les problèmes de gestion de l'eau auxquels ils étaient confrontés.

Ces hommes, qui venaient des deux rives de la Méditerranée – *pour la plupart responsables de services d'approvisionnement en eau urbaine* – s'étaient rendus compte qu'ils affrontaient quotidiennement dans leur pays des problèmes similaires (évidemment) mais très spécifiques de la région géographique méditerranéenne.

En même temps, ils découvraient, à travers leurs discussions combien il leur serait profitable d'échanger leurs expériences, de s'entraider et de rechercher ensemble les voies, les moyens, les outils les plus efficaces et les mieux adaptés pour une gestion améliorée de leurs ressources en eau – dont ils savaient combien elles étaient fragiles et qu'elles allaient être de plus en plus limitées à l'avenir.

Ces hommes donc, décidèrent de se doter d'un cadre de concertation, d'échanges et de coopération, d'un Forum où ils pourraient régulièrement faire connaître ou apprendre leurs

expériences respectives, leurs difficultés, leurs succès, leurs avancées dans la maîtrise de l'eau.

L'IME était né !

Aujourd'hui, nous sommes nombreux – *venus de la plupart des pays du Bassin Méditerranéen* – à fêter le vingtième anniversaire de l'organisation lancée à partir de Rabat en 1982.

J'ai personnellement rejoint l'IME en 1991, voilà plus de dix ans. Et bien souvent, je me suis posé la question de sa longévité. « *Vingt ans, c'est court* », me direz-vous, mais l'expérience d'autres initiatives du même genre m'a appris que – hélas – très souvent, les idées généreuses de départ et les enthousiasmes initiaux s'érodent et s'effacent devant les difficultés de la gestion quotidienne.

Alors, qui a permis à l'IME de passer les obstacles psychologiques – politiques – matériels – financiers inévitables pour une telle organisation ? Evidemment et avant tout, il y a la volonté et la qualité des hommes et des femmes qui la composent et l'animent. Il sont été plus de trois cent qui, tout au long de ces vingt années, ont maintenu et développé l'IME, avec l'appui de l'équipe permanente du Secrétariat Général, fidèle, efficace et dévouée.

Je ne peux pas, ne pas évoquer ici quelques personnes auxquels l'IME doit d'être ce qu'il est :

D'abord, le Président Pezet qui a assuré les premières années la Présidence de l'IME et l'a lancé sur les bons rails.

Le Président Ben Osman qui a su, ensuite développer notre Institut et lui donner son rayonnement méditerranéen et international.

Je n'oublie pas évidemment, Mr Louis Potié qui, pendant près de quinze ans, en tant que Délégué Général a été la cheville ouvrière – je dirais même l'âme de l'IME – ainsi que Mr

Jean Bourgeois qui a pris la relève et a passé le relais à notre jeune Secrétaire Général, Mr Hachmi Kennou.

Mais deux éléments ont participé à la stabilité et à la bonne évolution de l'Institut Méditerranéen de l'Eau :

- Tout d'abord, le choix de Marseille comme siège de l'Association. La ville de Marseille – dont le rayonnement méditerranéen est éclatant et reconnu de tous – était le lieu idéal de rencontres d'échanges et de coopération que pouvaient choisir les initiateurs et fondateurs de l'IME. Et là, il faut dire que la **Ville de Marseille** a immédiatement offert son hospitalité – *comme elle l'offrira généreusement plus tard pour d'autres initiatives nombreuses* – pour accueillir et abriter le siège de l'Institut et lui apporter un soutien qui n'a jamais faibli.

- L'autre facteur favorable à la réussite de l'IME tient à sa nature et à l'organisation que lui ont donné ses statuts. Je veux parler de son statut d'Organisation Non Gouvernementale – *que permettait la souplesse de la loi française de 1901* –, ONG à caractère internationale qui, plus tard, sera reconnue par les Nations Unies.

Grâce à cette qualité d'ONG, l'IME a pu s'ouvrir à tous ceux qui sont concernés par la gestion de l'eau en Méditerranée, qu'ils viennent (*ou représentent*) des Collectivités Locales, des institutions publiques, des sociétés publiques et privées, des universités, des établissements d'études hydrauliques ou de recherches . . .

A mon avis, c'est justement cette composition – *apparemment hétérogène* – qui constitue l'originalité de l'IME et assure sa solidité. En effet, le Forum qu'offre l'Institut permet la confrontation (*libre de toute contrainte politique puisqu'il s'agit d'une ONG*) de tous les points de vue et l'échange entre les théoriciens, les institutionnels et les praticiens du domaine de l'Eau.

J'en veux pour preuve l'adhésion qui s'est manifestée rapidement par une participation active et un soutien continu – du Conseil Général des Bouches-du-Rhône – du Conseil

Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur – suivis ensuite par l'Area Metropolitana de Barcelone, le Conseil Général de l'Hérault et le Conseil Régional Languedoc-Roussillon.

- Une participation active et dynamique des professionnels de l'Eau : le Groupe des Eaux de Marseille dont le soutien n'a jamais failli – la société SUEZ-ONDEO, la C.G.E. qui a changé de nom, la Société du Canal de Provence, B.R.L. en France mais aussi celle très efficace de la SONEDE et de l'ONAS en Tunisie, de l'ONEP et de plusieurs Régies Municipales au Maroc, de la Société des Eaux d'Alexandrie, de l'EPEDC en Algérie, de AGBAR à Barcelone, de Jerusalem Water Undertaking en Palestine, des Sociétés d'Eaux à Chypre et de la Lydec récemment au Maroc. . .

Permettez-moi de m'arrêter là dans cette énumération qui risque de me faire déborder du temps imparti – et qui m'empêcherait de parler aussi de la participation, combien efficace, de représentants d'institutions publiques, telles que la Direction de l'Hydraulique du Maroc, du Ministère des Ressources en Eau – ou de l'Equipement en Algérie, de la Direction de l'Eau de Malte, de la Direction de l'Eau et du CEDEX en Espagne. . .

De nombreuses personnalités et de grands experts reconnus du Monde de l'Eau en Méditerranée apportent à l'IME leur grande expérience, mais aussi leurs réflexions et leurs conseils – et la hauteur de vue et l'élévation de pensée nécessaires à une institution qui se veut – que nous voulons – en avant-garde des stratégies et des politiques de la Gestion des Ressources en Eau dans notre Région.

Ainsi, c'est cette hétérogénéité même de composition de l'IME qui aurait pu être source de contradictions et de blocages, qui – au contraire – a permis de tirer des enseignements précieux des expériences de tous, et partant de là, a favorisé la gestation et la formulation de grands principes de bonne utilisation et gestion de l'Eau – qui sont aujourd'hui reconnus et adoptés universellement.

Je veux citer à cet égard, le concept de la gestion intégrée des ressources en eau à l'émergence de laquelle les membres de notre Association ont contribué – parfois en pionniers – par leurs

approches successives de la gestion rationnelle – ensuite, de la gestion de la demande, de la gestion globale puis de la gestion durable de l’Eau, vocables dont certains sont sortis des débats et des travaux de l’IME.

Je veux rappeler ici, la grande Réunion dite de « **Château d’Avignon** » que nous avons organisé en 1992 avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône et au cours de laquelle furent définies les bases de ce qu’on appelle maintenant la Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

Cette réunion a d’ailleurs marqué une étape importante dans l’évolution de l’IME. En effet, sans abandonner les objectifs initiaux fixés à la création de l’Association, objectifs d’échanges et de coopération entre gestionnaires de l’Eau en Méditerranée, les participants à la réunion de « Château d’Avignon » ont tenu à élargir les domaines d’activités de l’IME à tout le cycle de l’Eau, à l’ensemble des secteurs d’utilisations et à tous les aspects de la gestion – en somme, appliquer les principes de la Gestion Intégrée à la démarche, aux programmes d’actions et aux travaux de l’Institut Méditerranéen lui-même.

Les orientations qui ont été fixées à cette époque, ont guidé ses activités depuis lors.

Après s’être limité pendant longtemps aux questions de distributions d’eau urbaine, et avoir abordé ensuite les systèmes d’assainissements urbains, le champ d’interventions de l’IME a intégré les préoccupations importantes de l’eau agricole et rurale, les questions de ressources nouvelles et d’une façon générale, la planification des ressources en eau. Le programme d’actions actuel et prévisionnel traduit cette évolution.

Peu à peu, au cours de la décennie écoulée, l’IME a évolué en élargissant son domaine d’intérêt, mais aussi en développant son rôle d’acteur et de partenaire dans le domaine de l’Eau en Méditerranée.

Le nombre d’intervenants et d’interlocuteurs s’est considérablement multiplié et diversifié en vingt ans dans la région. Les gestionnaires et investisseurs jouent un rôle de plus en plus important aux côtés des institutions et services publics. En outre, et c’est le fait nouveau, la

société civile (association d'usagers) et les organisations non gouvernementales, nationales et internationales deviennent des partenaires influents et incontournables.

L'IME qui – disons-le – est la première ONG de l'Eau en Méditerranée, se devait de prendre en compte cette évolution dans le nombre et la qualité des acteurs de l'Eau en Méditerranée.

Nous avons donc cherché à établir et à multiplier nos relations de coopération et de travail avec les institutions internationales et associations méditerranéennes ou s'intéressant à notre région.

J'ai le plaisir à évoquer nos relations avec l'Union du Maghreb Arabe – dont je salue le Secrétaire Général Mr Boulares qui nous a fait l'honneur de participer à notre réunion d'aujourd'hui -, l'Union Européenne qui veut nous confier une mission importante de contrôle et de suivi des projets MEDA, le Conseil Mondial de l'Eau, le GWP et les institutions méditerranéennes du Plan d'Action Méditerranée et le Plan Bleu, Hydrotop, l'Office International de l'Eau, l'Académie de l'Eau.

Nous avons noué des relations de collaboration avec de nombreuses institutions internationales, telles que la Banque Mondiale, la FAO, l'UNESCO, . . .

Par ailleurs, l'IME dont l'objectif est notamment de développer la coopération entre les Méditerranéens dans le domaine de l'Eau, s'est employé ces dernières années à susciter et développer cette coopération entre les associations et réseaux existants. C'est ainsi que l'IME a participé à la création de MEDWAN, MEDTAC qui est devenu depuis peu, le GWP-Med et la Fédération des Irrigants de la Méditerranée dont le siège est à Valence en Espagne.

Au terme de ces vingt années, l'IME a rempli les missions que ceux qui l'ont fondé lui avaient assignées et a joué le rôle d'intermédiaire, de messenger, de forum d'échanges et de coopération qui était attendu. L'IME a ainsi acquis une notoriété qui lui confère une place particulière et reconnue parmi les acteurs du monde de l'Eau en Méditerranée.

Forts de l'expérience de deux décennies de réflexions, de travail, de collaboration régionale, les membres de notre Association continuent à chercher ensemble les voies et moyens d'utiliser au mieux les ressources en eau, inégalement et irrégulièrement répartis pour le développement économique et social auquel aspirent tous les habitants du pourtour de la Méditerranée.

Nous continuons ensemble, avec encore plus d'énergie et de volonté, à apporter notre contribution à la recherche des solutions communes aux problèmes aigus qui se posent à ceux qui ont la charge de fournir ou de protéger les eaux dans nos pays, aujourd'hui mais pour répondre aussi aux grands défis qui se dessinent pour l'avenir dans notre Région.

Parmi ces défis, nous avons voulu, aujourd'hui, soumettre à votre attention, à vos débats et propositions, le sujet de la prévention et de la gestion des risques liés à l'eau qui menacent les villes de la Méditerranée et que nous avons intitulé « L'Eau et la Ville, demain en Méditerranée ».

L'urbanisation rapide de nos pays, particulièrement au Sud et à l'Est du bassin, la littoralisation de l'occupation des territoires, multiplie et multiplieront d'avantage au futur, les dangers qui menacent la sécurité d'approvisionnement en eau des citoyens – leur santé et leur bien être en raison de l'insuffisance ou de l'absence de réseaux d'assainissement et leur vie même, comme on l'a vu ces derniers temps à Alger ou dans le Sud de la France, par des phénomènes pluviaux importants et des inondations catastrophiques.

Nous attendons de cette journée, vos réflexions et surtout, vos recommandations – en particulier, celles que vous ferez à l'intention de l'IME, pour nous guider dans les actions que nous pourrions mener – en tant qu'ONG méditerranéenne – pour aider aux solutions nécessaires au développement économique et social et au bien être des habitants de notre Méditerranée.

Je vous remercie.

Organisation des ateliers

Les travaux en ateliers spécifiques s'articulaient autour de trois thèmes principaux :

Thème 1 : Eau potable

La sécurité d'approvisionnement en eau potable des villes est un objectif prioritaire des politiques de l'eau dans tous les pays méditerranéens, en raison de son importance sociale et sanitaire comme du poids majeur de ce secteur dans l'économie de l'eau.

L'augmentation prévisible des populations urbaines méditerranéennes (104 millions de citoyens de plus entre 2000 et 2025, dont 98 millions dans les villes du Sud et du Proche Orient où 75% des populations seront urbanisées en 2025, selon les projections du Plan Bleu) va encore amplifier cette nécessité.

Cette sécurité est menacée par la vulnérabilité de certaines sources (sécheresse conjoncturelle, perte de capacité utile des réservoirs, dégradations de qualité) notamment lorsqu'elles ne sont pas diversifiées, par les défaillances ou l'usure des équipements et par les défauts d'anticipation de croissance des demandes.

Pour l'assurer, des efforts conjugués doivent se porter sur la diversification des sources d'approvisionnement, sur la rénovation des équipements et l'amélioration des rendements de distribution et des traitements de potabilisation, mais aussi sur une gestion plus économe par les usagers et sur une prévision plus fiable de la croissance des besoins.

Thème 2 : Eaux usées

Si les Romains, en inventant l'égout, ont fait faire un progrès décisif à la qualité de la vie en ville, ils n'ont pas pour autant résolu tous les problèmes sanitaires et environnementaux que pose aujourd'hui et surtout demain le rassemblement d'individus et d'activités qui caractérise une ville.

Le progrès scientifique et industriel a fait apparaître depuis quelques décennies de nouveaux déchets dans les eaux usées urbaines. Une action à la source paraît nécessaire. Comment l'organiser ? Comment la faire accepter ?

Comment faire ? C'est l'enjeu de la prévention et de la gestion des risques liés aux eaux usées dans la ville, demain en Méditerranée.

Thème 3 : Eau pluviale

Longtemps considéré du domaine exclusif des hydrauliciens et des hydrologues, le ruissellement urbain est devenu au fil des années et des risques majeurs engendrés, un sujet beaucoup plus pluridisciplinaire intéressant des météorologues, des démographes, des géographes, des urbanistes, des paysagistes, des sociologues . . .

Certes, le risque lié à l'eau pluviale n'est pas le seul au niveau urbain mais il représente pour un certain grand nombre de villes méditerranéennes une menace non négligeable pour la population urbaine et péri-urbaine. Cette constatation est d'autant plus accentuée dans les villes du Sud de la Méditerranée en raison de la spécificité des conditions hydro-météorologiques et de l'implantation de marges urbaines dans des sites non urbanisables ne bénéficiant d'aucune protection.

Un grand nombre de mesures ont été prises ces dernières années pour la prévention et la gestion des risques liés à « l'eau pluviale » et il serait opportun d'avoir un échange des expériences et surtout de faire le point sur l'importance d'une mobilisation au niveau méditerranéen des différents intervenants concernés par le sujet.

Dans ce contexte, il y a lieu de se poser la question : « Où en sommes-nous ? Qu'avons-nous fait ? Que reste-t-il à faire ? ». Tel sera le thème de l'atelier consacré aux risques liés à l'eau pluviale.

Ce symposium a abrité plus de 150 participants et a mobilisé un grand nombre des membres de l'IME pour l'organisation des ateliers. Un comité composé de Mohammed BENBLIDIA,

Fernando PORTA, Milagros COUCHOUD, Moncef MOUELHI a rédigé la déclaration finale à partir de la synthèse des travaux en ateliers.

ATELIER 1 Eau Potable	ATELIER 1 Eaux Usées	ATELIER 3 Eau Pluviale
<p><u>Co-Présidents :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Abdelaziz MABROUK - Jean MARGAT <p><u>Modérateur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Fouad DJERRARI <p><u>Rapporteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ahmed HAJJI - Jean-Pierre SABATIER 	<p><u>Co-Présidents :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pedro Marco SEGURA - George LACROIX <p><u>Modérateur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Michel SOULIE <p><u>Rapporteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Jean-Yves GUIVARC'H - Pierre BOUDOURESQUE 	<p><u>Co-Présidents :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Abdesslem ZOUGGAR - Claude COLLIN <p><u>Modérateur :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Bruno DE CARMANTRAND <p><u>Rapporteurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Jean-François BRUN - Mohammed Larbi KHROUF

Recommandations de l'atelier n° 1 : Prévention et gestion du risque lié à l'eau potable »

Gestion de la ressource et de la demande

Les actions à entreprendre doivent porter en priorité sur :

- la gestion intégrée des ressources, y compris les ressources non conventionnelles telles que les eaux saumâtres ou salées, ou les eaux usées. L'accent devra être mis sur :
 - la connaissance et la surveillance de la ressource, notamment par l'élaboration de schémas prospectifs,
 - l'étude de la répartition entre les usagers,
 - la réflexion sur les transferts d'eau à longue distance.

- la connaissance et la gestion de la demande, en approfondissant notamment les points suivants :
 - prévision de la demande et comparaison entre les diverses approches de cette prévision,
 - sensibilisation aux économies, éducation aux bons usages de l'eau,
 - étude et prise en compte des variations saisonnières.

Développement de la « culture » de l'eau

L'eau étant "l'affaire de tous", toutes les initiatives doivent être prises pour favoriser la participation des élus, des ONG, des professionnels publics et privés, des associations locales, aux décisions relatives à l'eau.

Il convient de répondre au besoin de transparence qui se fait jour en ce domaine par :

- L'éducation des citoyens à cette problématique, en particulier vers les enfants par des programmes scolaires

- La clarification du rôle de chacun, et l'information sur :
 - La répartition des responsabilités
 - Le vrai prix de l'eau, et de ses composantes
 - La répartition des charges entre les usagers et la collectivité.

La bonne « gouvernance de l'eau »

La gestion des services d'eau doit s'appuyer sur les principes d'une bonne "gouvernance" et se mettre en œuvre dans le respect des impératifs suivants :

- Un cadre organisationnel clair, connu de tous et définissant avec netteté les rôles respectifs des acteurs (et partenaires) publics et privés,

- Un souci permanent de rigueur et d'économie, tant dans les domaines administratifs que techniques (lutte contre les pertes d'eau, respect des normes de construction, utilisation raisonnée des nouvelles technologies, généralisation du comptage individuel ...),

- Recherche d'une tarification incitative à l'économie et socialement acceptable.

Sécurisation de la fourniture d'eau

Cette sécurisation doit faire partie des préoccupations premières des services et nécessitera la mise en place des outils suivants :

- Organisation de la maintenance, notamment préventive,

- Elaboration de plans de ressources alternatives et d'interconnexion de réseaux,
- Procédures de surveillance de la qualité et de lutte contre les pollutions accidentelles,
- Préparation de plans de gestion des crises,
- Développement de l'interconnexion des réseaux.

Gestion de la connaissance et des ressources humaines

L'ensemble des recommandations énoncées plus haut suppose un environnement scientifique, technique et humain favorable. Pour cela, une attention particulière sera portée à l'amélioration de l'efficacité par :

- La maîtrise et le partage de l'information, l'accès à la connaissance et à la technologie, notamment par la création de réseaux d'échanges de savoir et de savoir faire,
- La coordination des initiatives en matière de formation, et la sensibilisation des décideurs sur l'importance et la spécificité des besoins en ce domaine.

Recommandations de l'atelier N° 2 : « Prévention et gestion du risque lié aux eaux usées »

Gestion des systèmes d'assainissement

Comme cela a été acté à Johannesburg, les préoccupations en matière d'eau potable et d'assainissement doivent être prises en compte de manière équivalente.

Pour faire face aux coûts futurs d'exploitation et surtout de renouvellement des réseaux et installations, des moyens financiers importants doivent être mis en place dès maintenant.

Les moyens techniques permettant d'assurer la sécurité de fonctionnement des systèmes d'assainissement doivent être renforcés.

Dans cet esprit, il conviendra que les politiques à moyen terme retenues comportent systématiquement :

- La présentation d'objectifs chiffrés et largement concertés,
- La définition et le suivi d'indicateurs de performance permettant la mesure, année après année, des progrès accomplis.

Réutilisation des eaux usées

Cette technique devient une nécessité dans beaucoup de pays du bassin méditerranéen. Pour la rendre plus sûre, des normes rigoureuses devront au préalable être élaborées ; ces normes tiendront compte du contexte local, des modalités de traitement envisagées et de l'usage de l'eau en aval.

Valorisation des boues des stations d'épuration

La valorisation en agriculture devra impérativement être fiabilisée par une action rigoureuse sur les réseaux de collecte, de manière à éviter la présence dans les boues de substances nocives à long terme sur l'environnement.

Cette action visera en particulier à imposer aux industriels les techniques de rétention à la source et de pré-traitement nécessaires.

Recommandations de l'atelier n° 3 : « Prévention et gestion du risque lié aux eaux pluviales »

Les inondations urbaines causées par les eaux pluviales – particulièrement graves dans les grandes villes – nécessitent un ensemble cohérent de mesures portant sur :

- La prévention
- La prévision et l'alerte
- La gestion de la crise
- La gestion de l'après crise

Mesures préventives

Leur objet est de réduire les effets des ruissellements urbains ; pour ce faire, il importe de :

- Promouvoir l'établissement de cartes d'inondabilité pour différentes fréquences, à réactualiser périodiquement,
- Faciliter l'accessibilité des cartes de risques (grand public, aménageurs, etc...),
- Tenir compte, dans les plans d'aménagements, des cartes d'inondabilité – ce qui nécessite une volonté politique,
- Réaliser des aménagements de protection rapprochée et éloignée des agglomérations (bassins de rétention, ...),
- Prévoir des axes de circulation non inondables pour l'acheminement des secours,
- Concevoir les aménagements à l'échelle du bassin versant (ce qui pose quelquefois des problèmes de compétence communale).

Mesures de prévision et d'alerte

Les gros progrès technologiques pour la prévision météo (radars, satellites) laissent subsister des problèmes :

- De traitement de l'information : nécessité de former élus et services techniques communaux pour interpréter les informations et les rendre exploitables,
- De communication des informations météo obtenues par satellites aux pays qui n'ont pas un accès à cette information,
- De fiabilité de l'information météo : trouver un compromis entre les fausses alertes et les alertes non signalées,
- De sensibilisation et d'éducation de la population : développer la culture du risque.

Gestion de la crise

Pour que, la catastrophe venue, les dommages soient limités au maximum, il est nécessaire d'établir :

- Des plans de secours communaux (organiser l'évacuation des populations, fermer les routes dangereuses, ...),
- De bien définir les institutions en charge de l'application des plans de secours (Qui fait quoi ?) (Dans quelle situation ?),
- D'intégrer la gestion des risques d'inondation à la gestion des autres risques majeurs (séismes, ...).

Gestion de l'après crise

La catastrophe passée, il importe de veiller plus particulièrement :

- A la remise en fonctionnement normal des zones sinistrées,
- Au règlement des problèmes d'assurance.

Déclaration Finale

L'Institut Méditerranéen de l'Eau a accumulé une expérience de vingt années d'échanges d'informations et de savoir-faire dans le domaine de l'eau, entre tous les pays riverains de la Méditerranée.

Le 26 Septembre 2002, à l'occasion de la manifestation organisée pour le Vingtième anniversaire de l'Institut Méditerranéen de l'Eau, un Symposium International s'est tenu à Marseille sur le thème :

« La Ville et l'Eau, demain en Méditerranée »

Ont participé à ce Symposium, des représentants d'Administrations et d'Institutions Publiques en charge de la Gestion des Ressources en Eau, des représentants de Collectivités Locales et de Municipalités, des responsables de Sociétés Publiques et Privées de services d'Eau, des représentants d'Associations et d'Organisations Non Gouvernementales, des Personnalités et Experts du domaine de l'Eau en Méditerranée. Des observateurs d'Institutions Internationales assistaient au Symposium.

A l'issue des travaux, les participants au Symposium de Marseille :

® Considérant la situation actuelle des ressources en eau des pays méditerranéens inégalement réparties entre le Nord et le Sud, présentant des irrégularités importantes et de plus en plus marquées, fragiles et menacées,

® Considérant l'insuffisance des ressources en eau de nombreux pays du Sud et de l'Est du bassin face à des besoins en croissance rapide, en particulier ceux des agglomérations urbaines,

® Tenant compte de l'augmentation prévisible des populations urbaines méditerranéennes, augmentation de 104 millions de citoyens d'ici à 2015, se traduisant à cette échéance par 26 villes de plus d'un million d'habitants,

® Soulignant la montée difficilement maîtrisable des risques graves qui menacent l'approvisionnement en eau potable des villes, la santé, la sécurité et la qualité de vie des habitants, tous risques qui constituent des facteurs d'instabilité, des obstacles au développement économique et social dans la plupart des pays de la région et d'aggravation de la pauvreté, notamment dans les quartiers défavorisés des périphéries urbaines,

® Reprenant à leur tour, les recommandations pertinentes du **Forum de l'Eau de La Haye** (Mars 2000), de la **Conférence Internationale de Bonn** (Décembre 2001) et de la **Conférence Mondiale sur l'Environnement de Johannesburg** (Août 2002).

® Se référant aux travaux de la **Commission Méditerranéenne du Développement Durable** et appuyant les conclusions et recommandations issues de la **Réunion de Monaco** (Octobre 2001).

® Saluent l'initiative de l'Institut Méditerranéen de l'Eau de l'organisation du Symposium sur le thème « La Ville et l'Eau, demain en Méditerranée », soulignent l'importance primordiale des questions relatives à ce thème pour les habitants actuels et futurs des cités du Bassin Méditerranéen et, plus généralement, des habitants de la Région et, adoptent les recommandations issues de ces travaux.

® Demandent que la priorité soit donnée dans les politiques nationales de l'Eau à l'approvisionnement convenable en Eau Potable de tous les habitants et, en particulier, des agglomérations urbaines, à leur raccordement à des réseaux d'assainissement à développer ou à créer, à la prévention des risques induits par les eaux pluviales en milieu urbain.

® Considèrent que l'objectif proposé lors de la Conférence de Johannesburg de réduire d'ici à 2025 de 50% le nombre des populations non desservies par les réseaux d'eau potable et non raccordées à un système d'assainissement est un objectif, qui ne pourra pas être atteint sans la mobilisation de tous les acteurs et partenaires, des moyens de financements nécessaires, et le développement d'un cadre institutionnel approprié.

® Recommandent que soit recherchée et poursuivie la promotion de tous les systèmes et mécanismes de financements des installations d'eau urbaine et d'assainissements prenant en compte les quartiers délaissés (partenariat public-privé et participation des usagers).

® Recommandent l'application progressive d'une tarification appropriée permettant d'atteindre la couverture des coûts.

® Demandent que l'IME prenne en compte toutes les recommandations dans ses activités futures.

Discours de clôture du Président d'honneur, Lassaad Ben Osman

Mesdames, Messieurs,

C'est avec grand plaisir que je me retrouve devant cette honorable assemblée, pour assister à ce Symposium International placé sous le thème « La Ville et l'Eau, demain en Méditerranée » et ce, dans le cadre de la célébration du Vingtème anniversaire de l'Institut Méditerranéen de l'Eau.

L'IME évoque - pour moi - un grand nombre de souvenirs souvent marqués de moments intenses. Lorsque le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale m'ont honoré en me confiant la présidence de l'IME, j'ai accepté.

Cette acceptation a été guidée pour plusieurs raisons dont la principale fût mon engagement à contribuer au renforcement des échanges entre les responsables, c'est-à-dire les décideurs et les gestionnaires de l'eau à travers un forum de réflexion ouvert tel que l'IME.

Ce renforcement de la coopération entre les pays de la rive Nord et Sud de la Méditerranée ne pouvant que faire avancer la maîtrise de la gestion par la mise en place de stratégies plus opérationnelles sur de nouveaux outils qui permettront :

- d'engager des réflexions en communs découlant sur des solutions la problématique de l'eau dans la région ;
- d'assurer une coopération fructueuse évoluant dans un cadre d'échange libre qui peut garantir une ONG tel que l'IME.

Mesdames, Messieurs,

L'IME a réussi, grâce à l'action agissante de ses membres, à :

- élargir le champ d'intérêt et d'études des actions de l'IME par une évolution vers d'autres aspects plus globaux de la gestion globale de l'eau inspirée de notre expérience de trente ans de pratique en Tunisie et dans le monde ;
- procéder à l'ouverture de l'IME à toute la Région ;
- intéresser les grandes Institutions Internationales et en particulier, la Banque Mondiale aux actions de l'IME et obtenir leur appui et leur reconnaissance sur le rôle que peut avoir l'IME en tant que plate-forme d'échange, de réseau, etc . . .

Mesdames, Messieurs,

Par son action dynamique, l'IME a pu générer des actions qui ont permis à un certain nombre de pays d'envisager de nouveaux concepts.

A titre d'exemple, en réalisant l'étude institutionnelle de la gestion des eaux usées, financée dans le cadre du projet METAP, l'IME a pu développer un échange d'expériences entre les pays de la région.

Cela nous a permis de dégager, au niveau de l'IME même, des enseignements qui nous ont permis de dégager :

- Une prise en compte nécessaire de la participation des usagers,
- Les bases du concept de la gestion de la demande,
- La nécessité du travail en réseau.

Nous avons pu également mettre en exergue l'importance et l'utilité de l'IME pour le développement et le progrès de la bonne gestion de l'eau en Méditerranée.

De ce fait, l'IME – grâce au forum d'échanges d'expériences et de débats libres qu'il offre aux acteurs de l'eau en Méditerranée – participe à la formulation des problèmes réels et à l'expression des solutions adaptées aux conditions de la région.

- L'IME aide à la prise de conscience des problèmes du futur,
- L'IME aide au développement de la coopération et de l'entraide,
- L'IME peut être un interface entre les pays de la région et les instances internationales.

Mesdames, Messieurs,

Compte tenu de ce qui précède et après vingt années d'existence, il est permis de considérer que l'IME a joué un rôle utile et, je veux bien le croire, apprécié comme lieu de réflexion, de concertation et d'échanges d'expériences sur les problèmes, en développement constant posé par la maîtrise de l'eau dans le Bassin Méditerranéen.

Sa structure non gouvernementale, à l'abri des sollicitations politiques a grandement contribué à son efficacité et a permis de bénéficier d'éminentes compétences du secteur de l'eau et a, ainsi justifié sa longévité.

Ce, d'autant plus que l'importance de plus en plus grande prise par la maîtrise de l'eau et constitue le défi du XXIème siècle dans le monde en Méditerranée fait apparaître l'intérêt particulier, sinon la nécessité attachée à la poursuite d'actions de l'IME.

A cet égard, la mer Méditerranée, bien commun des Méditerranéens et par sa spécificité particulière, constitue un espace privilégié pour un Développement Durable pour lequel l'IME devrait être amené à jouer un rôle particulier.

Il est clair que ce rôle sera facilité par l'existence de nombreux réseaux appropriés de concertations dans la région méditerranéenne ; cette politique de concertation menée actuellement à travers ses réseaux ad hoc me paraît de nature à consolider la spécificité de la région méditerranéenne dans ses contributions aux conférences mondiales, notamment celle prévue à Kyoto en 2003.

Mesdames, Messieurs,

Dans ce cadre, trois missions futures permettront à l'IME de consolider son action, à savoir :

- Ⓡ IME : « Forum » d'échanges et pourquoi pas, observatoire
- Ⓡ IME : « Vigie » pour la définition des perspectives
- Ⓡ IME : « Messenger » - « Facilitateur » en Méditerranée pour les instances internationales

Mesdames, Messieurs,

J'ai voulu, par cette modeste contribution, rappeler le rôle de l'IME et proposer quelques recommandations en clôture à notre Symposium dont la synthèse vient de vous être présentée.

Compte tenu des recommandations faites lors du Sommet de Johannesburg - où l'eau a eu une place privilégiée et sur la route de Kyoto en 2003 -, ce Symposium a pu soulever une problématique majeure de la gestion de l'eau en Méditerranée sous l'aspect de la prévention et de la gestion des risques liés à l'eau dans nos grandes villes et métropoles.

Nous sommes persuadés que ce Symposium – par ses recommandations pertinentes – contribuera au renforcement de la coopération méditerranéenne.

Liste de participants